

ABDELMALEK SAYEH TIRE LA SONNETTE D'ALARME :

«Attention à la cocaïne !»

Pour le DG de l'ONLCD, Abdelmalek Sayeh, le transit de la drogue marocaine vers l'Algérie est une réalité mais cela ne signifie pas «la remise en cause d'un peuple frère le Maroc en tant qu'Etat, mais seulement les réseaux d'acheminement».

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) -Intervenant, hier, à l'occasion d'une rencontre-débat sur «la drogue en Algérie et ses conséquences géostratégiques», le directeur général de l'Office national de lutte contre la drogue, Abdelmalek Sayeh a dressé un bilan alarmant quant à la menace qui plane sur le pays. Pour lui, l'époque du cannabis est révolue. C'est plutôt la cocaïne disponible et consommée en Algérie et qui transite par quantités qui menacent aujourd'hui l'Algérie.

D'ailleurs, souligne-t-il : «Oran est devenue la plaque tournante de cette drogue dure qui rentre de partout et principalement par le Maroc». Le DG de l'ONLCD explique que le transit de 20 kg de cocaïne est non seulement plus facile mais encore plus rentable que des tonnes de cannabis. Et cela, ajoute-t-il, inquiètent les Marocains qui redoutent que la cocaïne tue le commerce du cannabis.

Pour ce dernier, les cartels de drogue du monde entier s'intéres-



La drogue saisie par les services de sécurité ne représente que 10% de la quantité globale qui transite par le pays.

sent aujourd'hui à l'Algérie en tant que pays de transit vu sa position géographique. «Après le renforcement des Etats-Unis de la lutte contre la drogue, les pays producteurs de l'Amérique latine ainsi que la mafia russe ont trouvé en l'Algérie le pays idéal pour l'acheminement de ce poison qui rapporte dans le monde 800 milliards de dollars annuellement. Il faut aussi savoir que pratiquement, tous les pays africains cultivent aujourd'hui le cannabis et concurrencent même le Maroc. Idem pour les pays euro-

péens telles la France qui produit annuellement 40 tonnes de résine de cannabis et l'Angleterre qui

assure 60% de sa consommation locale », a-t-il précisé.

Cela veut dire, aux yeux de

Abdelmalek Sayeh, que le «Maroc n'a plus aucun pays à qui vendre son cannabis à l'exception de l'Algérie. Donc histoire de ne pas se retrouver en surstock, pour eux, cette drogue doit rentrer chez nous coûte que coûte». Cependant, Abdelmalek Sayeh ne manque pas d'apporter une précision : «Je ne suis pas en train de remettre en cause un peuple frère ni encore le Maroc en tant qu'Etat, mais seulement les réseaux de trafic de drogue, car à vrai dire, je me sens mal à l'aise dans cette histoire.»

Enfin pour lui, le poste qu'il occupe l'oblige à ne pas passer sous silence certaines vérités : «La consommation, la commercialisation et le transit de la cocaïne par l'Algérie est une réalité que nous ne pouvons plus ignorer. La quantité de drogue en général, saisie par les services de sécurité algériens ne représente que 10% de la quantité globale qui transite par le pays.»

M. M.

SAYEH BRISE LE SILENCE SUR L'AFFAIRE DES QUATRE TONNES DE COCAÏNE RÉCUPÉRÉES À LISBONNE ET EN GUINÉE : «Elles étaient destinées à l'Algérie»

Selon le DG de l'Office national de lutte contre la drogue, Abdelmalek Sayeh, l'affaire d'une tonne de cocaïne récupérée à Lisbonne en 2006 en provenance de la Colombie ainsi que les trois tonnes de cocaïne saisies par les Français dans un bateau au large

de la Guinée en 2008 en provenance de Panama étaient destinées à un réseau en Algérie.

Selon M. Sayeh, 240 tonnes de cocaïne des 994 tonnes produites annuellement transitent par l'Afrique vers l'Europe.

M. M.

APRÈS LA GRÈVE AYANT PARALYSÉ AZAZGA HIER

Marche de protestation ce matin

Désormais, les yeux de toute une population sont rivés sur le commandement national de l'ANP. En effet, la population d'Azazga et l'ensemble des villages du arch des Ath Ghobri, chez lesquels la tension est toujours vive, et ce, même si le communiqué de vendredi en fin de journée émis par le ministère de la Défense a calmé bien des esprits.

Certains estiment que «l'armée a commencé par reconnaître qu'il y a eu bavure et c'est déjà

ça», alors que pour d'autres, «il est hors de question de croire que c'est lors de la poursuite des terroristes et l'échange de coups de feu que le malheureux citoyen a reçu la balle qui l'a tué».

En dehors des commentaires sans fin suscités par le communiqué du MDN, il faut souligner que les appels de la Coordination des comités de village d'Azazga recueillent sans peine l'adhésion de l'ensemble de la population. Ce fut le cas hier, dans la matinée, lorsque les rideaux des commerces sont demeurés baissés et les administrations, habituellement actives les samedis, désertées par les fonctionnaires. Ceci en répon-

se à l'appel au mot d'ordre de grève lancé la veille.

Une immense foule s'est ensuite rendue à Souama, dans la daïra voisine de Mekla, où devait être enterré le malheureux D. Mustapha, la victime de ce que la population assimile à «une expédition punitive» tandis que le MDN affirme que c'est «une victime collatérale» de la chasse aux auteurs de l'attentat. Quoi qu'il en soit, il est à s'attendre que la mobilisation de la population pour la marche de protestation, prévue ce dimanche matin, sera totale.

A. M.

TAYEB HOUARI, SG DE L'ORGANISATION NATIONALE DES ENFANTS DE CHOUHADA :

«L'Etat doit nous verser un capital décès»

Le secrétaire général de l'Organisation nationale des enfants de choudhada exige de l'Etat de verser aux familles des martyrs de la Révolution un capital décès.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Persuadé que les enfants de choudhada n'ont obtenu aucun avantage, Tayeb Houari a exigé, hier, le versement d'un «capital décès» au titre de compensation pour les familles de martyrs de la guerre de Libération.

«L'Etat doit nous reverser un capital décès. C'est une revendication légitime», a-t-il affirmé, hier, lors d'une conférence de presse animée au siège de l'Onec.

Selon le secrétaire général de

l'Organisation nationale des enfants de choudhada, ce «capital décès» réglera la problématique liée à l'application de certaines dispositions de la loi relative au moudjahid et au chahid, notamment celles liées aux pensions des ayants droit. A combien le secrétaire général de l'Onec estime-t-il cette indemnité ? «Je ne peux pas avancer une somme. Mais ce n'est pas un problème. Nous pourrions nous inspirer de ce qui a été fait en Italie et en Allemagne après la Seconde Guerre

mondiale.»En fait, Tayeb Houari est persuadé que les enfants de choudhada sont la cible d'une cabale fomentée au plus haut sommet de l'Etat.

L'absence de représentants des enfants de martyrs au sein des commissions d'attribution de logements sociaux, la non-application de la loi relative au moudjahid et au chahid et de la disposition de la loi de finances 2011 qui permet l'importation de véhicules sont autant de preuves concrètes énoncées par le SG de l'Onem. Pour lui, les coupables se trouvent au sein même du gouvernement (ministres de

l'Habitat, des Finances et des Moudjahidine). Tayeb Houari ira jusqu'à présenter une lettre, datée de 2007, dans laquelle Abdelaziz Bouteflika ordonne à son gouvernement de mettre en application immédiate les dispositions de la loi relative au moudjahid et au chahid.

«Il y a une mauvaise volonté quelque part qui souhaite remettre en doute la bonne volonté du président», a-t-il insisté. Par cette déclaration, Tayeb Houari suggère aussi que le chef de l'Etat est incapable de se faire écouter par les membres de son gouvernement.

T. H.

Communiqué du Syndicat national des journalistes (SNJ)

Les journalistes du quotidien arabophone *El Ahdath* sont en grève. Nos confrères entament un mouvement de débrayage de trois jours à compter de ce jour, samedi 25 juin 2011.

Cette action, tout à fait légale, a été le dernier recours de nos confrères confrontés à l'indifférence d'un employeur extérieur au journal et à la corporation et l'incapacité de la direction de répondre à leurs revendications.

Des revendications légitimes portant, essentiellement, revalorisation des salaires,

indignes d'un journaliste, amélioration des conditions de travail et la mise à la disposition de la rédaction de moyens décentes de travail.

Le Syndicat national des journalistes est, naturellement, solidaire de ce mouvement de grève. Il assure les confrères grévistes d'*El Ahdath* de son appui entier, effectif et agissant jusqu'à satisfaction totale de leurs revendications.

Ils sont d'ores et déjà assurés de la mise à leur disposition des services de l'avocat du

Syndicat, M^e Youcef Dilem, en tant que conseiller juridique ou, éventuellement, porter l'affaire auprès des juridictions compétentes.

Le Syndicat exhorte, enfin, les propriétaires du quotidien *Al Ahdath* à revoir leur attitude vis-à-vis des journalistes grévistes et de prendre en considération leurs revendications dans l'intérêt bien compris des uns et des autres.

P/le Syndicat national des journalistes, le secrétaire général Kamel Amarni

IL A ÉTÉ ASSASSINÉ EN JUIN 1994 Hommage à Ferhat Cherkit

Ferhat Cherkit, journaliste et rédacteur en chef adjoint au quotidien *El Moudjahid*, a été assassiné le mardi 7 juin 1994, à Alger. Le journal a commémoré, hier, le souvenir du défunt.

Proches, amis et collègues du défunt journaliste Ferhat Cherkit ont défilé à la tribune pour commémorer l'anniversaire de son assassinat.

Les intervenants ont surtout souligné le courage du journaliste, tué par les balles des terroristes à l'âge de 43 ans. Emu, le frère du défunt dira que le journaliste assassiné le mardi 7 juin 1994 à la rue des Frères-Mouzaoui, près des escaliers derrière l'APC d'Alger-Centre, une rue qu'il empruntait quotidiennement malgré le danger qui le guettait, connaissant le risque de ses positions mais la menace d'être tué ne l'a jamais détourné de son devoir. «Il a été menacé mais il n'a jamais baissé les bras», a-t-il témoigné.

Né le 4 juillet 1951 à Tizirt, dans la wilaya de Tizi Ouzou, Cherkit défiait à travers ses écrits, comme l'ont souligné ses collègues, les intégristes. Il a exercé le métier de journaliste à l'APS, à la RTA, au magazine *Révolution africaine* avant d'atterrir au quotidien *El Moudjahid*.

S. A.